

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule carrières – mines et après-mines  
Centre administratif  
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 01/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société Coopérative CADAC**

7 rue de Las Plagnes  
15250 Reilhac

Références : 12-CARMIN-2023-25  
Code AIOT : 0006803038

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement Société Coopérative CADAC implanté Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Coopérative CADAC
- Les Crozes parcelles n° 553, 167, 169 pour partie et 170 pour partie 12600 Taussac
- Code AIOT : 0006803038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert de calcaire, sise au lieu dit "Les Crozes" commune de Taussac, est autorisée par arrêté préfectoral 2007-243-5 en date du 31 août 2007 pour une durée de 30 ans au bénéfice de la Société Coopérative CADAC ( Coopérative Agricole Départementale d'Amendements Calcaires). La production moyenne autorisée est de 1 000 t/an pour un rythme maximal de 1 500 t/an. La carrière n'était pas en activité le jour de la visite.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Affichage
- Voies et aires de circulation
- Eaux de ruissellement
- Déchets
- Installation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Sécurité au public	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 18	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 25.3.2	/	Sans objet
4	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 27.3.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière fonctionne par campagne annuelle sur environ 2 semaines par an , et en principe courant mai.

Il n'y a pas eu de production sur 2022, l'installation de traitement est hors d'usage, et le convoyage des matériaux sur un autre site pour traitement est trop coûteux. Par ailleurs, la carrière fait l'objet d'un projet de porter à connaissance comprenant une extension du périmètre du site. L'inspection précédente, en date du 16 mars 2022 faisait ressortir 2 points de contrôle "susceptibles de suites", et 1 observation . L'observation (déchets) et 1 point de contrôle (sécurité) ont été pris en compte et observés par l'inspection des installations classées le jour de la visite, le second point de contrôle (eaux de ruissellement) est en phase d'achèvement.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Aménagements préliminaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Affichage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de la poursuite de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, l'ensemble des panneaux est maintenu en bon état.
<b>Constats :</b> La signalétique indiquant l'identité de l'exploitant, et la référence de l'autorisation manque de lisibilité. Les signalétiques de sécurité sont en mauvais état.
<b>Observations :</b> L'exploitant procédera au renouvellement des signalétiques et transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Sécurité au public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels, Voies et aires de circulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, ...) susceptible de gêner la circulation. Les locaux sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.
<b>Constats :</b> Les voies de circulation sont définies, les bas cotés sont nettoyés et stabilisés. La noue qui longe la piste d'accès principal au carreau est dégagée ( nettoyage et végétalisation maîtrisée : prise en compte des observations de l'inspection des installations classées en date du 16 mars 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 25.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Eaux de ruissellement et eaux d'exhaure. Les eaux de ruissellement de la carrière sont drainées vers un bassin de rétention situé en fond de carrière, au Nord du site. Il n'y a pas de rejet d'eau autorisé vers l'extérieur [...].
<b>Constats :</b> Le réseau de cheminement des eaux de ruissellement et le bassin de rétention ont récemment fait l'objet d'un curage. Les travaux de nettoyage des abords du bassin et de la mise en place d'une clôture solide et adaptée sont en cours (prise en compte des observations de l'inspection des installations classées en date du 16 mars 2022).
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 27.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne Présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Il n'y a pas sur site présence de stockage de produits dangereux . Les encombrants (ferrailles, matériel réformés) constatés sur le site lors de la visite d'inspection du 21/03/2022 ont été évacués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2007, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rubriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cette activité relève des rubriques de la nomenclature suivante : - 2510 1. Exploitation de carrière à ciel ouvert de calcaire - 2515 1. Broyage, concassage
<b>Constats :</b> L'installation primaire qui date de 1976 (autorisation initiale) non réparable est réformée depuis plusieurs années . Jusqu'en 2022, le traitement des matériaux était réalisé sur une autre carrière dans le département du Cantal (distante de quelques kilomètres). Cette solution dans l'attente du remplacement de l'installation de traitement n'est plus à l'ordre du jour ( trop onéreux et empreinte carbone). La trémie d'alimentation de l'installation réformée est située en amont (plusieurs mètres) de la rampe de broyage, elle est accessible pédestrement, le risque de chute est réel.
<b>Observations :</b> Le ruban de balisage signalant un danger n'est pas suffisant. L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées, les justificatifs (photographies) de l'obturation de la bouche de la trémie dans un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours